

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
ZAC de Bourran  
9 rue de Bruxelles  
12000 RODEZ

RODEZ, le 24/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SAS SOLEVIAL / VdR**

ZI Avenue des Gravasses  
12200 Villefranche-de-Rouergue

Code AIOT : 0006803659

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2023 dans l'établissement SAS SOLEVIAL / VdR implanté ZI Avenue des Gravasses 12200 Villefranche-de-Rouergue. L'inspection a été annoncée le 03/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS SOLEVIAL / VdR
- ZI Avenue des Gravasses 12200 Villefranche-de-Rouergue
- Code AIOT : 0006803659
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site SOLEVIAL de Villefranche de Rouergue (30 salariés) est un producteur d'alimentation animale soumis à la directive IED pour la rubrique 3642. Le site couvre une superficie d'environ 19 500 m<sup>2</sup> et regroupe les activités suivantes :

- production d'aliments composés conventionnels sous forme de granulés, vermicelles, miettes, farines conditionnées en sac (10%) ou pour des livraisons en vrac (90%).
- distribution via le stockage et la revente de produits conditionnés.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rétentions

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Organisation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 7.5.1	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Rétentions (1)	Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 7.5.3
3	Rétentions (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II
4	Rejets accidentels	Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 2.1.1
5	Produits absorbants	Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 2.2.1

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Organisation de l'établissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 7.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas rédigé de consigne pour s'assurer de l'étanchéité des rétentions : non respect de la prescription
<b>Observations :</b> L'unique rétention de l'établissement est commune aux matières premières liquides (mélasse, huile de soja, protéic). Cette rétention se situe à l'intérieur de l'atelier.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 2 : Rétentions (1)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li><li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li></ul>
<b>Constats :</b> La capacité de rétention est adaptée aux volumes des cuves : Conforme
<b>Observations :</b> La rétention est commune à plusieurs cuves : <ul style="list-style-type: none"><li>- CL 1 : 25 m<sup>3</sup>, cuve vide et à l'arrêt</li><li>- CL 1 bis : 30 m<sup>3</sup> de mélasse</li><li>- CL 2 : 50 m<sup>3</sup>, cuve vide et à l'arrêt</li><li>- Cuve "Formol" : 6 m<sup>3</sup>, cuve vide et à l'arrêt</li><li>- CL 4 : 45 m<sup>3</sup> d'huile de soja</li><li>- CL 5 : 50 m<sup>3</sup> de Protéilic</li></ul> <p>Les volumes stockés (hormis les cuves à l'arrêt) s'élèvent à 125 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'exploitant précise que la rétention a les dimensions suivantes : 12.5 m x 6.7 m x 1.2 m soit 100 m<sup>3</sup>.</p> <p>Ainsi, la rétention des cuves a une capacité supérieure au volume de la plus grosse cuve (50 m<sup>3</sup>) et est supérieure à 50% du volume total stocké (62,5 m<sup>3</sup>).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Rétentions (2)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.
<b>Constats :</b> La rétention est en bon état : Conforme
<b>Observations :</b> La rétention, située dans l'atelier, est à l'abri des conditions climatiques. L'inspection constate visuellement que la rétention semble en bon état.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Rejets accidentels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rejets accidentels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour [...] prévenir en toutes circonstances l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la salubrité publiques, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement
<b>Constats :</b> Le réseau d'eau pluviale dispose d'une vanne avant son rejet dans le milieu naturel : Conforme
<b>Observations :</b> En cas de problème d'étanchéité de la rétention, les produits (non-dangereux : mélasse, huile de soja, protéilic) s'écouleraient en premier lieu à l'intérieur même de l'atelier de production où ils seraient contenus à l'aide de produit absorbant et dirigés vers la fosse de l'atelier (volume estimé à 100 m <sup>3</sup> après mesure en présence de l'inspection.  Dans un second temps, si l'épanchement quitte l'atelier, il s'écoulerait dans le réseau pluvial tout autour du site pour se retrouver dans le bassin d'orage du site (40 m <sup>3</sup> ). Ce bassin, relié à la station d'épuration de la commune, peut être obturé par une vanne guillotine à sa sortie et un arrêt coup d'urgence permet d'arrêter les pompes de relevage vers le réseau public.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Produits absorbants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits absorbants
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que [...] produits absorbants.
<b>Constats :</b> L'exploitant stocke plusieurs sacs de produits absorbants à proximité immédiate de la rétention : Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet